

JAPON - Réflexions, depuis le quartier de San'ya, sur les Jeux olympiques et le nouveau stade olympique national

Kōichirō Mukai

mardi 22 septembre 2020, par colaborador@s_extern@s

Depuis la victoire de la candidature de Tokyo pour l'organisation des Jeux olympiques de 2020, une nouvelle vague de développement se propage sur Tokyo, y compris dans des parties du centre de la ville jusque-là épargnées. Intéressons-nous aux problèmes liés à la construction du nouveau stade olympique national en nous plaçant du point de vue des personnes qui, faisant les frais de ce projet, vont être expulsées de chez elles.

Par un curieux hasard, je me retrouve à écrire un article sur le nouveau stade olympique national. D'ordinaire, je dispense conseils et nourriture aux personnes démunies dans un quartier situé entre les arrondissements de Taitō et d'Arakawa. Le nom de ce quartier, San'ya, a disparu des cartes depuis plusieurs dizaines d'années, lors des changements toponymiques. Pourtant, des quartiers comme San'ya, où résidaient les travailleurs journaliers, et qu'on appelait « yoseba », ont toujours existé dans les grandes villes du pays. Ces yoseba, qui existent depuis une centaine d'années, abritaient les habitants les plus pauvres, et faisaient l'objet de discrimination et de préjugés. C'était également le lieu où se déroulaient la vie animée et les combats du quotidien de ces travailleurs. Actuellement, les termes « redynamisation » et « assainissement » reviennent fréquemment lors de discussions autour des JO. Ces termes sont utilisés depuis les années 1970 pour parler des yoseba et de leurs alentours, et sont représentatifs d'un mouvement visant à « reconstruire les quartiers » après en avoir expulsé les travailleurs précaires y résidant.

Cependant, on peut constater aux alentours de 2005 un changement dans la manière dont cette « redynamisation » est mise en place dans la métropole tokyoïte. Ce changement est sans doute conjoint au mouvement visant à faire « disparaître » les personnes sans-abri des parcs et jardins municipaux. La vague de développement qui jusqu'à présent partait du centre-ville et se dirigeait vers l'extérieur de la ville (vers la banlieue) a changé de direction, et déferle désormais sur le centre de la ville (zone de résidence des habitants les plus modestes, jusque-là épargnée). Une ville ne se définit pas uniquement en fonction de distances géographiques. Il existe des zones du centre-ville qui, bien qu'elles soient situées juste à côté de grosses artères dynamiques, n'ont pas fait l'objet, pour des raisons diverses (parfois même peut-être sans raisons particulières), d'investissements importants. C'est une façon de faire qui consiste à concentrer les investissements en capitaux privés en prêtant attention aux différences de développement. On parle de gentrification (ou d'embourgeoisement). Il semblerait que ce terme, qui désigne le processus uniforme de redynamisation et d'éviction des habitants modestes des quartiers pauvres, reflète bien la situation actuelle de Tokyo.

□ Depuis l'automne 2013, et la désignation de Tokyo comme ville-hôte des Jeux olympiques de 2020, ce mouvement de redynamisation du centre-ville s'est très fortement accéléré. De vieilles maisons et commerces auxquels on n'accordait aucune attention sont rasés ; et sur les terrains ainsi libérés, on construit très rapidement des immeubles flambants neufs : voilà ce qui se passe actuellement autour de San'ya. Cette tendance n'est cependant pas limitée aux seuls arrondissements de Taitō et d'Arakawa. Un ami, qui est né et a grandi à Shinjuku, m'a dit que la même chose était en train de se produire dans cet arrondissement. S'intéresser, depuis San'ya, à la question des Jeux olympiques et de la construction du nouveau stade olympique national, c'est garder à l'esprit des problèmes induits par cette redynamisation

de la ville, ainsi que de l'histoire et de l'évolution de ces problèmes. Parler d'urbanisme est une chose, mais l'urbanisme, c'est aussi regarder les choses du point de vue des personnes laissées pour compte, expulsées, prises entre déplacements de sommes colossales et transformation des quartiers. J'aimerais présenter la question de la construction du nouveau stade olympique national en m'intéressant à deux problèmes qui en découlent : (1) l'expulsion des habitants des HLM de Kasumigaoka, et (2) l'évacuation des sans-abris vivant à proximité du futur stade.

L'expulsion des habitants des HLM de Kasumigaoka

Les HLM de Kasumigaoka, situés à proximité de l'actuel stade olympique national, est comme un petit village, avec ses dix immeubles de logements sociaux gérés par la métropole tokyoïte. Le grand ensemble lui-même a été construit aux environs de 1964, année des Jeux olympiques de Tokyo, mais l'histoire de ce quartier remonte bien avant cet événement. Juste après la guerre, les personnes rapatriées, logées dans des anciens baraquements militaires et des logements sociaux, vinrent s'ajouter aux résidents de longue date du quartier. Au moment des Jeux olympiques de 1964, la ville de Tokyo élaborait un plan visant à l'éviction des habitants du quartier, mais le conseil d'arrondissement s'y opposa, et après de nombreuses tergiversations, la ville dut se résoudre à faire construire les immeubles actuels. Parmi les habitants des HLM, certains vivent en réalité ici depuis la période d'après-guerre, et face au problème d'expulsion, sont très importants de par leur statut particulier.

L'histoire a commencé en juillet 2012, quand le JSC (Japan Sport Council, le Conseil japonais au sport) a dévoilé les clauses de l'appel d'offres concernant la construction du nouveau stade olympique national. Selon ces clauses, l'ensemble des terrains sur lesquels étaient construits les HLM de Kasumigaoka était des « terrains annexes », terme signifiant que si l'on ne pouvait pas construire le stade directement sur l'emplacement de ces terrains, il était cependant possible de les utiliser pour en faire des parcs ou des esplanades d'accès au stade. Cela revenait à dire que ces terrains, bien qu'encore habités, étaient librement utilisables dans le cadre de la construction du nouveau stade. À la suite de cet appel d'offres étonnant, dont les clauses prévoyaient la destruction de HLM habités sans l'accord de leurs habitants, le projet retenu fut celui de l'architecte Zaha Hadid. Les points problématiques de ce projet, et du plan architectural sur lequel il se basait, furent pointés du doigt par beaucoup, et le projet fut vivement critiqué par un nombre vraiment important de personnes. C'est en cela que se révèle la véritable nature et les problèmes engendrés par l'événement titanesque que sont devenus les Jeux olympiques. Cependant, il me paraît primordial de mettre en lumière le lien entre les débats se déroulant aux plus hauts niveaux de l'État sur cette question éminemment politique, et les problèmes des habitants des HLM et des sans-abris.

Je vais vous présenter, en 3 points, ce qui s'est déroulé à la suite de la publication des clauses de l'appel d'offres, concernant le futur des HLM de Kasumigaoka (futur se résumant pour la métropole de Tokyo et le JSC à la démolition des HLM et l'expulsion de leurs habitants) :

- 1. le manque de transparence du processus décisionnel ;
- 2. la non-inclusion des résidents dans ce processus ;
- 3. des résidents mis petit à petit devant le fait accompli.

Il ne fait aucun doute que chacun de ces problèmes, même pris individuellement, est extrêmement grave.

1. Le manque de transparence du processus décisionnel

Les HLM Kasumigaoka ont été désignés « terrains annexes » dans les clauses de l'appel d'offres pour la construction du nouveau stade olympique national. Cette dénomination sous-entend que les HLM peuvent être démolis pour faire place à un parc ou une esplanade (dans le cas du projet de Hadid, un chemin d'accès entre une esplanade et le stade). En d'autres termes, cela signifie la disparition pleine et entière de ces logements sociaux gérés par la métropole tokyoïte. Mais cette décision de démolir les HLM a-t-elle été prise lors de la période de rédaction de l'appel d'offres ? Il n'existe en réalité aucun document officiel ou procès verbal sur la question. Plusieurs comités et organismes mentionnent pourtant les HLM, à propos du nouveau stade olympique national. Par exemple, le Comité au rugby (composés de parlementaires volontaires) parle de l'« aménagement du stade olympique national en vue de la Coupe du

monde de rugby 2019 », et mentionne que la décision de faire des HLM de Kasumigaoka des terrains annexes a été prise par un comité d'experts du JSC. Pourtant, Kasumigaoka est gérée par la métropole tokyoïte, une décision au niveau de la métropole quant à l'avenir de ces HLM paraît donc forcément nécessaire. Pourtant, quand je me suis renseigné auprès de la métropole, on m'a assuré « qu'une telle décision n'existait pas ». La raison était, semble-t-il, que compte tenu de la présence du gouverneur de Tokyo et de plusieurs représentants de la métropole au sein du comité d'experts du JSC, celle-ci n'était pas nécessaire. Concernant le problème lié à la tenue des Jeux olympiques, on dit que « lors de la concrétisation d'événement de grande ampleur, il se produit toujours des situations d'extraterritorialités qui viennent suspendre temporairement les lois de ce pays et les droits de ses habitants ». Ne peut-on donc pas dire que nous nous trouvons ici précisément dans une situation d'extraterritorialité ?

2. La non-inclusion des résidents dans le processus de sélection

À l'automne 2012, après la publication des clauses de l'appel d'offres pour la construction du nouveau stade olympique national, la ville de Tokyo organisa une réunion d'information à l'attention des résidents de Kasumigaoka. Cette réunion se conclut par l'opposition des résidents, et leur rejet furieux de cette situation. La décision de démolir les HLM ayant été prise de façon verticale, sans aucune consultation préalable, cette réaction était naturelle. Les représentants de la métropole se défendirent que cette situation était le résultat d'une « politique nationale », empêchant par là même tout dialogue constructif. Après avoir promis de revenir avec des explications à l'attention de l'ensemble des résidents, la réunion prit fin. Pourtant, aucune réunion d'information ne fut organisée par la métropole avant novembre 2014, environ 2 ans plus tard. Entre temps, on aurait pu penser que le plan de démolition et de déménagement des résidents aurait été mis en suspens, mais il n'en fut rien. La métropole, par l'intermédiaire de la mairie de quartier, poursuivit les négociations avec une poignée de résidents. Des décisions importantes concernant le déménagement des résidents furent prises lors de ces négociations ; pourtant la grande majorité des résidents fut maintenue à l'écart. Actuellement, nous n'avons accès qu'à des fragments d'information, dispensés au compte-gouttes par la mairie de quartier.

3. Des résidents mis petit à petit devant le fait accompli

Un peu plus de cent familles résident encore actuellement [mai 2015] à Kasumigaoka. Elles occupent environ la moitié des près de 300 appartements qui composent le grand ensemble. Certains bâtiments sont presque entièrement vides, d'autres abritent encore plusieurs appartements habités. En l'état actuel des choses, l'évacuation des derniers résidents est prévue pour janvier 2016 (cette date fut rendue publique pour la première fois en novembre 2014 ; avant cela aucune information concernant la date limite de déménagement pour les résidents n'avait été donnée par la ville de Tokyo). Mais dans ce cas, pourquoi les résidents sont-ils déjà si peu nombreux ? C'est en raison de « déménagements anticipés » organisés par 3 fois, sur la base de départs volontaires, par la ville de Tokyo, qui poursuit une évacuation en bonne et due forme des HLM tout en niant le lien entre la construction du nouveau stade olympique national et ces déménagements. Et comme ce n'est pas officiel, la ville n'organise ni réunions d'information, ni consultations avec l'ensemble des résidents. Pour les derniers résidents, les appartements vides qui les entourent exercent une pression insoutenable. L'absence de voisin proche est particulièrement problématique pour les personnes âgées. Cela complique leur vie quotidienne, et l'immense sentiment de solitude et le découragement qu'elles ressentent face aux départs successifs de leurs amis n'est pas difficile à imaginer. Ensuite, en procédant à l'expulsion des résidents sans organiser de réunion d'information, la ville met les résidents devant le fait accompli, et crée un climat de fatalité dans lequel ces derniers ne voient qu'une solution : partir. Cependant, il paraît nécessaire de s'interroger à nouveau sur l'attitude de la métropole, qui au lieu de chercher un accord concerté, basé sur une diffusion officielle d'information à tous les résidents, a lentement, sur une période de 2 ans, mis les résidents devant le fait accompli.

Pour parler franchement, ce qu'ont fait ici la métropole de Tokyo et le JSC relève de l'expulsion forcée, unilatérale, et ne suit même pas une procédure démocratique. Cependant, quand on demande aux résidents de Kasumigaoka ce qu'ils ressentent vis-à-vis de cette situation, beaucoup d'entre eux répondent qu'ils se sentent plus ou moins impuissants face aux forces et sommes colossales engagées (on pourrait

dire que le coût de construction du nouveau stade olympique national, de plusieurs centaines de milliards de yens [plusieurs milliards d'euros], rappelle bien aux résidents, au quotidien, la réalité de leur expulsion). Mais cela ne va pas pour autant pousser la métropole et le JSC à adopter une façon de faire plus juste.

Je souhaiterais à présent vous présenter rapidement les résultats d'une enquête réalisée par l'équipe de recherche de la sociologue Inaba de l'Université d'Ibaraki en juin 2014. Plus de 40 familles ont répondu à cette enquête, délivrée par voie postale dans les 160 appartements encore habités à l'époque (les appartements dont la boîte aux lettres n'était pas obstruée par du ruban adhésif. Les résultats de cette enquête sont disponibles sur le blog de l'Association des amis des HLM de Kasumigaoka. Parmi ces résultats, environ 30 familles sur 40 ont répondu « qu'elles préféreraient si possible ne pas déménager », quand on les interrogeait sur leur déménagement. D'autre part, l'enquête a révélé la part importante de personnes âgées parmi les derniers résidents de Kasumigaoka. La quasi-totalité des personnes ayant accepté de répondre à l'enquête avait plus de 60 ans, et les octogénaires et mêmes nonagénaires n'étaient pas rares. Certains résidents, dans la partie « expression libre » de la fin du questionnaire d'enquête, se sont plaints, dans un cri du cœur, de l'absurdité de devoir quitter un logement dans lequel ils avaient si longuement vécu.

C'est en réponse aux résultats de cette enquête que l'Association des amis des HLM de Kasumigaoka a été fondée. Celle-ci a déposé une réclamation auprès de la métropole et organisé une conférence de presse. Je me suis également rendu, en tant que membre de cette association, au siège du gouvernement métropolitain. Après cela, nous avons poursuivi nos activités associatives, à l'automne 2014, par l'organisation de sessions de discussions autour d'un thé, de discussions entre résidents (en nombre certes limité) et représentants de la métropole, et, en février 2015, en déposant une demande écrite auprès de la métropole.

Le problème de l'évacuation des sans-abris vivant à proximité du futur stade

Concernant l'évacuation des sans-abris également, le JSC et la métropole, adoptant une attitude complètement malhonnête, forcent le lancement des travaux sans fournir d'informations, ou très peu. Ce tableau, qui voit des personnes et organisations extrêmement puissantes faire fi de la vie de personnes dans le besoin, vient se superposer à celui des HLM de Kasumigaoka. On peut se dire, au premier abord, que les histoires comme celle que je relate ici ne sont pas graves, que ce sont des problèmes d'ordre privé. Pour certaines personnes, cela peut même sembler quelque chose sans importance. Cependant, ne serait-ce pas sous-estimer la capacité de résistance que chaque individu tire de son quotidien ? Certaines personnes ne sont même pas considérées comme interlocuteurs potentiels pour négocier. C'est le cas de personnes d'une couche sociale qui fait qu'elles se voient d'entrée de jeu privées du droit à la parole. Le mouvement de San'ya part de ce constat, et s'est poursuivi en incluant ces personnes. Il a démarré parce que ces personnes ont pris conscience qu'elles avaient en elles une force capable de soulever des montagnes. Bien évidemment, dans la majorité des cas, cela se termine par quelque chose comme « se sacrifier pour le bien commun ». Nous avons subi des revers importants, nos voix ont été muselées, et les travaux se poursuivent comme si de rien n'était (pas même un sursaut de résistance de la part des personnes dont le mode de vie est menacé). Cependant, il y aura toujours des personnes qui devront élever la voix, et parfois celles-ci parviendront à se faire entendre, même si ce n'est que dans un cas sur cent. Je vais continuer à suivre de près, et ce, jusqu'à la fin et sans détourner les yeux, la suite des événements en lien avec la construction du nouveau stade olympique national.

Kōichirō Mukai est membre du comité d'action de la maison des travailleurs de San'ya et de l'Association des amis des HLM de Kasumigaoka <http://kasumigaoka2020.blogspot.jp/>). Il est aussi chargé

de cours à l'Université Wako.

Traduction française de **Romain Simon**.

Source (japonais) : Mukai Kōichirō [むかいこういちろう], « San'ya kara orinpiku to shin kokuritsu kyōgijō o kangaeru » [オリンピックをどうするか, /Kenchiku Jānaru/ [けんちくジャーナル], n° 1236, mai 2015, p. 18-20.